

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 117 (1972)
Heft: 9

Artikel: De Yalta à Pékin : un quart de siècle de politique américaine et d'histoire mondiale
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaud
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343810>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

De Yalta à Pékin

Un quart de siècle de politique américaine et d'histoire mondiale¹

Nous vivons actuellement dans un monde en pleine mutation. A vrai dire, ce bouleversement est la conséquence de l'évolution des politiques extérieures des deux Super-Etats qui, hier encore, étaient, dans une mesure déterminante, les maîtres du destin de l'humanité de notre époque.

Et, pour bien caractériser la nouvelle position des Etats-Unis sur le plan mondial, il est donc indispensable de rappeler d'abord la nature et les objectifs de l'action soviétique depuis 1945. L'URSS vient, en effet, de parcourir en moins de quatre ans — de Prague à Tbilissi — de l'acte de force contre Prague à la « main ouverte » offerte par M. Brejnev en mai 1971, un long chemin. Car, en cette journée de printemps mémorable, au cours d'une émission radiodiffusée spectaculaire, le chef russe a répondu enfin favorablement à l'antérieure proposition atlantique pour des négociations en vue d'une « réduction mutuelle et équilibrée » des forces stationnées en Europe centrale.

Et cette ouverture a été suivie d'autres offres, pour des conversations Est-Ouest qui, déjà, ont connu un commencement d'exécution par la réunion des « Quatre » au sujet du statut de Berlin, à vrai dire sans résultat notable.

Pourquoi cette brusque volte-face des hommes du Kremlin? Elle s'explique avant tout par une réelle perte de face de l'Union soviétique sur tous les continents, par une véritable détérioration de son rayonnement dans le monde, ainsi que par une opposition interne grandissante de la part d'une élite intellectuelle, que les emprisonnements et les séjours dans les hôpitaux psychiatriques n'ont pas réussi à réduire au silence.

— *Dans le bloc*, de même, la Roumanie — bien que restant fidèle à la doctrine — rejette en fait toute véritable inféodation à Moscou.

¹ Cette étude a été écrite par le colonel Fernand-Thiébaud Schneider avant le voyage à Moscou du président Nixon. Elle garde toute sa validité, car se fondant sur le fait que le tournant décisif fut le voyage à Pékin.

M. Ceausescu a même eu l'audace de se rendre en Chine, alors que les rapports entre celle-ci et l'Union soviétique se détérioraient. Et, à son retour, le chef roumain a déclaré qu'aucun pays ne lui apparaissait comme le « centre du communisme ». Il soulignait, par contre, le droit, pour chaque république populaire, de définir son destin, compte tenu de son particularisme national.

— *A l'extérieur*, ce sont de véritables affronts qu'a dû enregistrer l'Union soviétique. En *Egypte et au Soudan*, les pro-russes et les communistes ont été éliminés des sphères dirigeantes et ils ont été condamnés. Le général Nimeiry et le colonel Khadafi n'ont pas hésité à affirmer publiquement leurs griefs vis-à-vis de la Russie, dans des déclarations spectaculaires. Et pourtant ils sont, tout compte fait, les obligés de Moscou.

— En *Afrique noire*, de même, le président Mobutu a expulsé les diplomates soviétiques indésirables et il a déclaré: « ... une main étrangère a pensé utiliser les étudiants de l'Université à ses fins... Cette mesure (l'expulsion) était nécessaire et si elle paraît sévère à certains, c'est qu'il fallait agir durement pour faire échouer un complot... »

— Enfin, en *Extrême-Orient*, l'annonce du rapprochement sino-américain a déterminé divers Etats à rechercher ou à intensifier les relations avec la Chine rouge, au détriment du prestige de l'URSS qui, par ses ouvertures et ses aides, avait tenté de les gagner à sa cause. Et ainsi s'écroule ce rêve des chefs russes d'une éventuelle relève, par l'Union soviétique, des Américains, en voie de dégageant.

— C'est ce déclin du rayonnement russe qui a été à l'origine de l'« ouverture » de Tbilissi et des autres. A vrai dire, le rapprochement entre Washington et Pékin a également incité les hommes du Kremlin à des négociations généralisées, à des attitudes plus conciliantes. En effet, la nouvelle politique du président Nixon a porté atteinte à cette position de « Grand » que détenait l'URSS depuis 1945.

Mais comment — progressivement — la première puissance mondiale a-t-elle été conduite à rejeter cette solidarité soviéto-américaine qu'elle avait elle-même reconnue, voire créée, officiellement à Yalta? Et quelle sera désormais sa doctrine vis-à-vis de Moscou et de l'Europe occidentale, d'une part, vis-à-vis de la Chine rouge, de l'autre?

* * *

LA POLITIQUE AMÉRICAINE DE 1945:
YALTA OU « LE MONDE DES DEUX GRANDS »

Quant on cite Yalta, on évoque deux notions très différentes. C'est d'abord la *confirmation* — comme « *deuxième Grand* » — de l'Union soviétique, par la volonté, voire la bonté confiante, du président Roosevelt. Par ailleurs, ce vocable géographique rappelle, aux Allemands surtout, la *division de l'ancien Reich* et celle de l'Europe, qui pèsent si lourdement de nos jours sur notre continent.

En fait, les choses ne sont pas aussi simples, et Yalta même n'est pas l'origine directe de tous nos maux. Et, pour mieux expliquer les choses, il est indiqué de procéder à un examen rapide de la fameuse « conférence ».

Mais auparavant, il convient de rappeler ce qu'était au juste cette Union soviétique qui sut si habilement surprendre la bonne foi d'un président américain aux intentions incontestablement pures.

Cette URSS méritait-elle vraiment, à l'époque, d'être en quelque sorte consacrée comme le digne partenaire de la première puissance mondiale?

Sortie victorieuse comme par miracle de la guerre de l'époque 1917-1922, contre des ennemis intérieurs et extérieurs supérieurs en nombre, la Russie rouge était ensuite restée longtemps une nation « en dehors » de l'Europe et du monde. D'abord axée sur la propagande d'une nouvelle foi dont elle entendait être la Mecque, elle avait bientôt dû renoncer à voir triompher ses vues impérialistes, cachées sous leur manteau idéologique. Elle dut alors vivre repliée sur elle-même, avec seulement une certaine influence sur les PC extérieurs.

Sur le plan international, elle n'avait conclu que des traités ou pactes sans portée notable pour les ambitions soviétiques. Ni celui de Rapallo, ni les divers accords avec des pays de l'Est européen n'eurent le retentissement qu'aurait dû en tirer cet immense pays qui, de par son extension et sa situation géographique, pouvait avoir l'ambition de se présenter, devant l'opinion et face à l'Histoire, comme la première puissance de terre de son temps. En fait, elle n'avait alors pas acquis les dimensions d'une véritable puissance mondiale.

Or, c'est la politique américaine — plus exactement celle du président des USA — qui allait lui valoir cette qualité de « Grand » à laquelle

aspirait l'Etat soviétique et qu'allait consacrer précisément la spectaculaire conférence de Yalta.

Roosevelt était une belle âme, avec toute la grandeur, mais aussi toute la délicate confiance dans la bonté des hommes que comporte généralement cette généreuse manière d'être.

Et c'est par une magnanime illusion qu'il voyait en Staline — qu'il croyait sans doute converti à l'esprit de croisade qui animait les Occidentaux dans leur lutte contre Hitler — essentiellement l'allié du « deuxième front ». De là à le considérer comme son associé sur un parfait pied d'égalité, il n'y avait qu'un pas à franchir. Et Roosevelt franchit ce pas, alors que Churchill en était réduit au modeste rôle de « second » du grand Américain.

Telle fut donc l'ambiance de Yalta. En fait, cette rencontre a donné lieu à deux documents qu'il nous semble indiqué d'évoquer brièvement ici. Ce sont: le « Rapport sur la conférence » et le « Protocole » relatif aux décisions concrètes et pratiques envisagées en l'occurrence.

Le *Rapport* sur la Conférence de Yalta énonçait les grands *principes* retenus pour le traitement de l'Allemagne vaincue, la convocation d'une assemblée des *Nations Unies*, l'avenir de la *Pologne* et de la *Yougoslavie*, ainsi que la nature des liaisons à établir entre les gouvernements représentés et la collaboration à organiser entre eux.

Ce document mentionnait ensuite les trois zones d'occupation — éventuellement quatre avec l'admission de la France — et il prévoyait la mise en accusation des criminels de guerre, ainsi que les réparations à fournir par le pays vaincu.

Pour la *Pologne*, le texte rédigé prévoyait des chefs choisis tant parmi les personnalités du gouvernement provisoire de Londres que parmi celles qui représentaient leur pays aux côtés de l'URSS. Quant aux frontières orientales de l'Etat futur, elles devaient suivre le tracé de la ligne Curzon. Celles de l'Ouest, par contre, étaient à fixer par un traité de paix et comporter d'ailleurs un gain de territoire sur l'Allemagne. La *Yougoslavie* allait être dotée d'un gouvernement provisoire, l'« Assemblée antifasciste » étant complétée par des membres de l'ancien parlement, non compromis par une collaboration avec l'occupant.

Le *Protocole* fournissait des indications pratiques pour la convocation de l'Assemblée des Nations Unies, à l'invitation des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de la Chine.

Ce document établissait quelques directives pour le partage de l'Allemagne entre les puissances occupantes et il confirmait le principe d'une extension du territoire polonais à l'Ouest. Toutefois, là encore, aucune précision ne fut formulée à ce sujet. Mais Churchill admit le principe de cette progression, car il entendait faire de la Pologne une sorte d'Etat-tampon entre l'impérialisme russe et l'Europe centrale.

Or, c'est par la suite que s'accomplira la grande fraude de Staline qui, de sa propre autorité, fixa la limite occidentale de la Pologne et installa dans ce pays un gouvernement de son choix, au mépris du principe de libres élections, décidées à Yalta.

En somme, le fameux « ordre de Yalta » est le seul fait d'une décision arbitraire soviétique. L'Amérique n'en porte donc pas la responsabilité directe. Toutefois, les présidents des USA ont fait preuve de faiblesse en présence des empiètements russes, jamais suivis d'une action dure de la part de Washington.

Cependant, Yalta est bien à l'origine d'un monde marqué par la solidarité — la « dyarchie » — des deux ex-alliés, du fait d'une extrême bienveillance du président Roosevelt vis-à-vis de Staline.

Mais cette qualité de « Grand », d'interlocuteur valable des USA, l'Union soviétique s'est efforcée, depuis 1945, de la justifier. Et d'abord par sa mainmise — non prévue par les textes de Yalta, nous venons de le constater — sur ses actuels « satellites ». Car, sans ceux-ci, elle perdrait maintenant son rang mondial.

Puis elle a tenté une pénétration politique sur tous les continents. Enfin, elle a voulu parvenir effectivement au niveau mondial, alors que primitivement, elle n'était que la première puissance de terre. Elle a donc développé l'élément essentiel à cette élévation, c'est-à-dire — outre son arsenal atomique — une puissance navale d'une haute qualité, véritable défi lancé à la première nation d'Occident et de l'univers, à cette Amérique qui, en 1945, avait eu la faiblesse d'imaginer une collaboration désintéressée sur un pied d'égalité avec la Russie.

Certes, à Cuba, en 1962, les deux partenaires ont reconnu — c'était là un fait — leur nécessaire solidarité de l'époque. Et le « téléphone rouge » a marqué alors — à vrai dire après le retrait soviétique — leur volonté commune d'évoquer — et si possible, de régler — à deux les grands problèmes relatifs au maintien de la paix sur tous les continents.

Et pourtant, en dépit de ses efforts et de son surarmement, la Russie, dont la flotte est en voie de surpasser, par son caractère moderne, celle des Etats-Unis, semble avoir maintenant dépassé le zénith de sa puissance. Moscou n'a pas réussi à imposer son emprise sur les peuples du tiers monde, bénéficiaires de son aide. Dans son « bloc » même, le coup de Prague a été une victoire à la Pyrrhus, car il a semé le doute dans l'esprit de bien des communistes. Et, en Pologne, des hommes de Moscou ont dû s'incliner, la première fois, devant une insurrection populaire.

Dans ces conditions, il était légitime, de la part des Etats-Unis, de reconsidérer leur politique générale, fondée en grande partie sur les relations « ami-ennemi » des deux puissances dominantes. Et, ils ont dû envisager, pour un ordre mondial nouveau, une autre formule que celle qui s'était dégagée, par une sorte d'abus de droit de « l'autre Grand », de Yalta. Mais comment s'est effectuée cette profonde évolution de la position américaine ?

L'ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE D'APRÈS YALTA

Œuvre essentielle, mais en réalité non exclusive, du président Nixon, elle a conduit les Etats-Unis à se distancer quelque peu de l'Union soviétique, tout en incitant les alliés de l'ancien monde à une véritable construction européenne. L'Amérique s'est rapprochée aussi de la Chine populaire, potentiel « troisième Grand » sur le plan mondial.

A vrai dire, le nouveau climat des relations des USA avec leurs divers associés s'était bien manifesté avant l'arrivée au pouvoir de l'actuel chef d'Etat. Car, rapidement, les dirigeants de Washington avaient dû se rendre un compte exact de la dimension des obligations contractées par leur pays avec des nations — plus de quarante — situées sous toutes les latitudes. Et, face aux Russes et aux Chinois rouges, le poids de ces engagements devenait excessif pour une Amérique seule. Par ailleurs, préoccupés du *containment* — de l'endiguement — des redoutables progressions effectuées par le mouvement communiste, les Etats-Unis se considéraient toujours comme la première puissance d'Occident. Mais ils en vinrent à estimer que seule la coordination de l'effort défensif du monde libre était leur affaire, la défense directe de chaque continent contre l'agression rouge devant être désormais, surtout celle des alliés

du lieu, avec une aide américaine, bien entendu. Ainsi, le théâtre européen devenait essentiellement la mission des Etats associés du front de contact, celle de l'Asie étant assurée avant tout par les nations libres du secteur d'Extrême-Orient.

Et pourtant, la solidarité des deux Grands — du fait du poids des deux géants et de la relative faiblesse des pays moyens — a survécu longtemps à l'évolution américaine et à ses vicissitudes: on ne peut méconnaître, voire abolir du jour au lendemain un rapport des forces une fois établi. L'ordre de Yalta a donc imposé ici sa loi pendant plus de deux décennies. Et puis, les Etats-Unis tenaient au dialogue, tant avec « l'autre Grand » qu'avec leurs associés.

Mais, pour se faire une idée exacte de cette politique extérieure des présidents successifs, il convient de s'interroger d'abord sur la « philosophie » de toute politique extérieure américaine. Celle-ci a été remarquablement exposée, au cours d'une conférence à l'Institut d'études stratégiques de Londres, par l'ambassadeur américain auprès du Conseil atlantique, M. Ellworth (conférence reproduite par *Survival* d'avril 1971).

Voici ce que dit ce diplomate: « ... divers éléments d'une diplomatie moderne sont à la fois déterminés et limités par le concept de base de la nation et la place de celle-ci dans le monde. »

En ce qui concerne l'Amérique, poursuit l'ambassadeur, celle-ci a traditionnellement observé « une attitude ouverte — pour ne pas dire missionnaire — envers le monde », alors que la Russie a toujours pratiqué au cours des siècles « une politique générale foncièrement conservatrice, anti-intellectuelle et profondément entachée de suspicion et de ressentiment envers l'étranger. Et, pour l'essentiel, les chefs soviétiques d'aujourd'hui estiment qu'ils ont peu à apprendre de l'étranger, si ce n'est la technologie... » D'où le caractère particulier des relations entre les USA et l'URSS.

— *Les relations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique*, en effet, sont largement déterminées par les positions opposées que nous venons de constater.

L'Amérique — à part son émouvante tendance à vouloir réformer et sauver le monde sur un mode missionnaire, comme le dit si justement M. Ellworth — a constamment observé une politique extérieure dictée, dit l'ambassadeur, « par l'intention de créer ou d'entretenir dans le monde une stabilité suffisante pour assurer l'épanouissement du com-

merce et de l'industrie ». Car il faut bien que les relations économiques permettent la prospérité d'une nation industrielle et marchande.

Cette remarque répond bien, signalons-le en passant, à l'impression qu'a généralement l'Européen qui se rend dans le Nouveau-Monde. Il croit, en effet, découvrir en chaque Américain deux hommes assez distincts: d'une part, le commerçant, le businessman, de l'autre, le puritain, le missionnaire. Et, en dernière analyse, la politique des Etats-Unis est bien une sorte de compromis, de combinaison entre les deux mentalités signalées. Le tout est de savoir, se demande d'ailleurs M. Ellworth, « si, dans le dialogue russo-américain, l'Union soviétique, en tant que puissance nucléaire, accorde une importance suffisante à ses responsabilités dans le maintien d'une certaine stabilité et d'un suffisant équilibre des forces, au prix de perdre peut-être une occasion tactique d'accroître son influence politique ».

Or, il ne semble vraiment pas que Moscou soit couramment à la recherche d'une entente en vue de la stabilité à tout prix. Dans tous les cas, ses représentants agissent — à leur niveau — en toute liberté. Car, dans leur pays, les hommes au pouvoir ne subissent — et ne veulent subir — la moindre pression de la part de leurs administrés.

Il en va tout autrement aux Etats-Unis, où le président est soumis à un contrôle constant et explicite, parfois très dur, de son opinion publique. Et, dans ces conditions, celle-ci fait qu'en réalité la politique extérieure des USA est largement déterminée par la politique intérieure. C'est l'opinion qui impose notamment au président Nixon le dégagement du Vietnam. L'action du gouvernement est parfois comme bloquée aux époques d'élections. Il en a été ainsi en 1968: le président ne pouvait alors pas agir, car son pays était en proie aux spasmes d'une consultation populaire... Et son abstention a, en l'occurrence, largement facilité l'exécution du coup de Prague.

C'est tout le contraire qui se produit en Union soviétique ou, par exemple, l'opinion publique n'a appris la mort de Khrouchtchev qu'avec du retard et dans les termes dûment fixés par les hautes autorités de Moscou.

La formulation d'une politique extérieure est donc particulièrement difficile pour le grand responsable américain, car ce dernier doit tenir compte de son opinion publique, face à un adversaire disposant d'une initiative pleine et entière. En d'autres termes, il ne se bat pas « à armes

égales » avec son antagoniste et interlocuteur soviétique, sur le mode des relations ami-ennemi.

L'on a donc raison de dire, selon une expression qui semble avoir fait fortune, que les fonctions présidentielles américaines sont un « killing job », un travail spécifiquement tuant.

Notons cependant, en passant, que le président Nixon, conscient de ce fait, a du moins tenté d'y remédier dans la mesure de ses moyens nationaux. Il a, en effet, institué autour de lui des « penseurs » — tel M. Henry Kissinger — alors que l'administration au niveau supérieur incombe à des hommes, tel M. Rogers, qui sont de « grands commis », semblables à ceux des anciens rois de France.

Il n'en demeure pas moins que — même après cette réorganisation — une entente avec les Russes reste difficile. Il était donc naturel, de la part du président Nixon, de rechercher autre chose que ce dialogue fondé sur un ordre mondial dominé uniquement par cet impossible équilibre à deux et l'opposition Est-Ouest.

A vrai dire, déjà le président Kennedy avait tenté de substituer aux relations essentiellement soviéto-américaines, pour le règlement des grandes questions de l'heure, une sorte d'équilibre « à plusieurs », en modifiant en conséquence ses rapports avec les alliés européens. Il avait donc envisagé le remplacement du « leadership » des USA dans l'alliance, par un « partnership », qui en dernière analyse se présentait peut-être à son esprit sous la forme possible d'une Confédération entre les Etats-Unis d'Amérique et ... ceux d'Europe, bien que ces termes mêmes n'aient jamais été employés par lui pour présenter à ses associés sa généreuse proposition.

Mais il semble bien que cet objectif confédéral ait été visé alors.

De ce fait, les relations avec les alliés atlantiques et le rôle même de la première puissance d'Occident se trouvaient modifiés. Et ces idées ont fait leur chemin. Rappelons ici qu'en 1965 l'ambassadeur Cleveland déclarait à Paris, au cours d'une conférence: « *Il est impensable qu'un pays — fût-il le nôtre — gouverne le monde ou une partie du monde.* » Et il parlait, dans la vision du monde de demain, de « plusieurs centres de décision ».

Mais l'évolution ainsi prévue devait se heurter à de nombreux obstacles, même de la part des alliés. Car vis-à-vis de l'Europe la politique américaine se heurtait à de réelles *incertitudes*, pour employer l'expression

même de l'ambassadeur Ellworth dans la conférence déjà évoquée. Et le diplomate les classait notamment en quatre catégories que nous reprendrons, car c'est là une présentation commode :

- incertitudes sur l'*Europe occidentale*,
- celles qui ont trait aux *communautés* européennes,
- celles qui s'attachent à la *politique française*,
- enfin, celles qui touchent l'*Ostpolitik* allemande.

A vrai dire, des *progrès certains* ont été accomplis dans les quatre domaines mentionnés. Mais bien des doutes subsistent.

Les relations entre les Etats-Unis et l'Europe occidentale se sont profondément transformées depuis la création de l'Alliance. A l'origine, en effet, le vieux monde apparaissait au sein de l'OTAN comme un ensemble de pays affaiblis, appauvris, qui avaient placé leur salut dans la protection — atomique surtout — de la puissance américaine.

D'où, à l'époque, un véritable complexe de supériorité — c'était humain — chez la nation-guide vis-à-vis des alliés plus ou moins défaillants et toujours en retard dans l'accomplissement de leurs obligations au sein de l'Alliance. La doctrine était celle de la réplique massive américaine à toute agression. Et aucune voix européenne ne contestait sérieusement le droit de décision du président des USA pour le déclenchement de l'Apocalypse nucléaire.

Puis, peu à peu, les Européens, économiquement raffermiss — notamment grâce à la générosité du Plan Marshall — réclamèrent un plus grand droit dans la détermination stratégique. La France avait même demandé l'acquisition, auprès des USA, de l'arme majeure, malheureusement refusée par Washington. D'où un certain malaise qui augmenta lorsque, confrontée avec une Russie devenue elle-même atomique, l'Amérique eut l'idée de vouloir imposer sa nouvelle doctrine, celle de la « flexible response », c'est-à-dire de la réplique adaptée. Or, celle-ci exposait les territoires alliés à être submergés avant le déroulement solennel des ripostes successivement aggravées dans le processus de l'escalade.

D'où une certaine inquiétude, mais qui s'associait à l'idée de certains Européens de trouver peut-être une plus grande chance d'indépendance vis-à-vis de la nation-guide, par l'engagement de pourparlers directs avec une Russie devenue plus ouverte au dialogue.

Fort heureusement, les relations entre les Etats-Unis et les alliés du vieux monde se sont transformées dans un sens favorable, notamment par une certaine participation des associés à la planification nucléaire et par la constitution d'un groupe des Européens au sein de l'OTAN, avec l'idée d'apporter une contribution accrue à l'effort commun.

L'incertitude qui a pesé longtemps sur les communautés européennes s'est sensiblement atténuée. A vrai dire, les USA ont généralement favorisé de toutes leurs forces le rassemblement européen, eux qui groupent plus de 200 millions d'Américains en un seul et immense Etat fédéral. Ainsi qu'il a été vu, ils souhaitent une Europe unie, étroitement associée à la grande nation d'outre-Atlantique, par ce « partnership » sur un parfait pied d'égalité, tel que l'avait entrevu le président Kennedy.

Par contre, sur le plan stratégique, les mêmes personnalités estimaient que — la défense étant par essence indivisible — seule la nation détenant la presque totalité de l'arsenal nucléaire occidental pouvait en assumer la responsabilité.

Il y avait là une contradiction formelle entre les deux assertions et M. Kissinger lui-même soulignait les « inconséquences » de l'attitude de ses compatriotes.

Quoi qu'il en soit de ce freinage américain, il faut bien reconnaître que, dès maintenant, les experts USA peuvent avoir la satisfaction d'enregistrer un certain progrès, non seulement des communautés européennes, mais aussi du jeu de celles-ci dans cette liaison euraméricaine qui va bien dans le sens souhaité par le président Kennedy. En fait, les Européens commencent à devenir les interlocuteurs institutionnellement valables des Etats-Unis, à vrai dire aussi leurs éventuels redoutables rivaux sur les marchés mondiaux, dans le cadre des Dix, en voie de gestation.

L'incertitude sur la politique française, elle aussi, s'est sensiblement atténuée. Sans doute, M. Pompidou ne semble pas envisager un retour formel à l'OTAN. Il n'en demeure pas moins qu'il « réatlantise » son pays. Et il a effectivement pratiqué un rapprochement avec l'organisation quittée.

Si, en Extrême-Orient et en d'autres lieux, la France ne lie pas forcément sa politique à celle des Etats-Unis, du moins tend-elle à faire définir par les Six, bientôt devenus les Dix, une coordination de l'action extérieure. Et M. Pompidou prévoit maintenant une « Confédération

européenne » future, dont l'admission de la Grande-Bretagne marquait l'avènement prochain.

L'Ostpolitik allemande constituait pour l'Amérique, il y a peu de temps, encore une inconnue. Mais un grand pas a été fait ici. L'accord des Quatre sur Berlin a créé un élément favorable. Mais bien des problèmes restent en suspens et d'ailleurs l'Allemagne fédérale est divisée sur l'appréciation des traités signés avec l'Est.

Bien des points restent encore à préciser par accord, notamment les relations interallemandes et celles qui doivent s'établir entre Allemands et Russes.

Le voyage de M. Brandt en Crimée a marqué aussi une sorte d'« émancipation » de l'Allemagne selon le chancelier lui-même, et une perspective de remontée politique de cette quatrième puissance industrielle du monde.

Mais l'on sait avec quelle insistance le président Pompidou a souligné, à l'adresse de son voisin, la nécessité d'orienter les dialogues avec l'Est dans un sens à définir en commun par les futurs Dix. De cette sorte, tous ces contacts dont a besoin une Russie au rayonnement quelque peu détérioré ne porteront pas atteinte à cette nouvelle solidarité des Européens de la Communauté. Et ils ne troubleront nullement cette entente euraméricaine qui s'amorce pour le plus grand bien des deux partenaires.

Telles sont les conditions nouvelles, « l'environnement » — pour employer l'expression à la mode — qui servira de cadre à la politique américaine de demain. Mais celle-ci doit tenir compte aussi du *rapport des forces* entre elle et l'Union soviétique, entre Est et Ouest, sur tous les points chauds où se situe l'affrontement politique du moment.

Et ce rapport n'est pas toujours favorable aux Etats-Unis...

Et d'abord, *en matière d'armes nucléaires*, les derniers tableaux de l'Institut d'études stratégiques de Londres — qui restent actuellement au-dessous de la vérité du moment — accusent *1510 missiles intercontinentaux* soviétiques (I.C.B.M.) *contre seulement 1054* du côté américain.

Sur le front atlantique, les forces de type classique sont nettement supérieures à l'Est:

- 95 divisions de l'Est contre 61 à l'Ouest;
- 21 700 chars rouges contre 7 750 occidentaux;
- pour les avions tactiques: 5 360 contre 2 850 atlantiques.

D'une manière générale d'ailleurs, notamment du fait de la réduction des effectifs USA à 2 700 000 hommes seulement, répartis sur le monde entier, les Russes ont marqué une notable progression. Ils ont porté leurs armées de 3 150 000 à 3 375 000 hommes, qu'ils peuvent déplacer sur lignes intérieures sur un seul, à vrai dire immense, territoire, d'ailleurs constamment surveillé par les satellites d'observation américains.

Il est à signaler *surtout que la flotte soviétique est sur le point* — si des contre-mesures n'interviennent pas à brève échéance — *de surpasser la Navy* américaine dans tous les domaines, à l'exception des porte-avions.

Car la marine des Etats-Unis est, dans l'ensemble, déjà vieillie, comparée à celle de l'URSS. Elle date d'avant 1960 pour plus de la moitié des navires, alors que la flotte rouge a été construite essentiellement depuis cette époque. En outre, le canal des « Cinq-Mers », en voie d'achèvement, va permettre aux unités russes de circuler entre la mer Blanche et la Baltique, d'une part, la mer Noire et la mer d'Azov, donc aussi la Méditerranée, de l'autre.

Au *Proche-Orient*, une armada rouge de plus de 50 navires continue à surveiller la VI^e flotte, à qui l'accès des ports arabes reste interdit. A vrai dire, les échecs politiques subis ici par les Soviétiques réduisent quelque peu la position de l'URSS, en dépit de cette présence militaire.

En *Extrême-Orient*, les forces russes face à la Chine ont été augmentées sensiblement. La Mongolie apparaît toujours comme le bastion avancé soviétique sur le continent jaune. Par contre, le rapprochement sino-américain diminue ici les chances de Moscou, qui ne peut plus espérer, dans le contexte du moment, la perspective d'une relève, par l'URSS, des Américains en voie de dégageant.

Car, déjà les Etats libres du continent semblent se tourner vers Pékin, avec cette aptitude qu'ont toujours possédée au plus haut degré les Asiatiques de porter leurs hommages aux grands du jour. Car il ne faut pas oublier que dans cet Orient lointain, l'on juge souvent plus facilement les hommes moins en fonction de leurs qualités, bonnes ou mauvaises, que pour leur qualité dans une hiérarchie: le monde des « mandarins » n'est pas révolu.

La politique des USA a donc subi et suscité des transformations, voire des mutations. Mais quelle est au juste cette politique?

La politique chinoise des Etats-Unis est essentiellement l'œuvre du président Nixon. Et si nous en croyons l'archiduc Otto de Habsbourg — et c'est là notre conviction au terme d'une certaine étude des faits — la nouvelle orientation américaine est largement due aux efforts, au don de persuasion du conseiller Henry Kissinger. C'est cet expert qui a pris les contacts avec Chou En-laï. Grand admirateur de Metternich, il a médité les idées de ce dernier sur la « Pentarchie », ce concert des nations — plus exactement celui des princes — qui, au début du siècle dernier, avait formé la base de l'équilibre européen d'alors. Equilibre supérieur à celui de deux, fussent-ils les deux Grands, et que, instruit par l'expérience manquée de la solidarité russo-américaine, M. Kissinger voudrait transposer au niveau supérieur, c'est-à-dire mondial. Et, comme par une ironie du sort, cet ordre nouveau sera de nouveau celui d'une « Pentarchie », qui grouperait, selon toute probabilité — sauf évolution imprévue actuellement — les deux Super-Etats, la Chine rouge, le Japon et, bien entendu, une certaine Europe. Car c'est là notre grande chance et celle de nos enfants.

A vrai dire, en dehors de cette position doctrinale, d'autres considérations militent pour un rapprochement entre Washington et Pékin. Et d'abord, la guerre du Vietnam. Le dégagement américain, en effet, sera d'autant plus aisé qu'il sera précédé d'une entente des USA avec la Chine. Celle-ci, à vrai dire, n'a aucun intérêt direct en Indochine, où elle a été — et reste dans une certaine mesure — l'ennemi héréditaire. Et il a fallu des circonstances vraiment exceptionnelles pour faire de la Chine la protectrice d'Hanoï. Le Vietnam du Nord était devenu tout simplement le lieu de convergence des efforts chinois et soviétique qui tendaient tous deux à faire durer la guerre qui, au fond, correspondait à leur intérêt commun. Ce dernier, en effet, excluait aussi bien une victoire qu'une défaite totale des Etats-Unis.

Car un triomphe américain eût, d'une part, pesé trop lourd pour Moscou dans les relations des deux Grands et sur le plan international. Pour la Chine, c'eût été une véritable perte de face sur l'ensemble du continent. Une défaite caractérisée des USA eût laissé le champ libre à Mao Tsé-toung, ce que les hommes du Kremlin ne pouvaient admettre. Elle aurait, par contre, supprimé une certaine pomme de discorde entre Moscou et Washington et permis un rapprochement qui eût été certainement antichinois.

L'évolution récente a quelque peu modifié la distribution des cartes dans le jeu d'Extrême-Orient et d'ailleurs. Le dégagement des USA, solution moyenne, arrange incontestablement les deux antagonistes rouges en compétition. Par contre, le nouvel ordre mondial en gestation — celui de la Pentarchie — oblige à la fois la Chine et l'URSS à « jouer le jeu » international que leur propose le président américain.

Car, avec la fin du système bipolaire, les Russes ont tout intérêt — s'ils savent s'adapter, et c'est là l'une de leurs qualités — à entrer dans la communauté des Cinq, dans ce concert des nations qui leur est ouvert, plutôt qu'à rester seuls, alors qu'ils doivent s'efforcer de retrouver une certaine audience perdue ou atténuée, même dans le bloc de l'Est, afin de tenir encore une place aux niveaux de décision qui importent dans le devenir de la société internationale de demain.

Quant aux Chinois, ils peuvent de la sorte faire une entrée dans un univers qui, jusqu'à présent, leur était hostile. Car la seule appartenance à la communauté des Nations Unies ne valorisait qu'insuffisamment l'Empire de Mao Tsé-toung.

Il convient de remarquer, par ailleurs, que le dégagement américain laisse au président des USA une possibilité de repli sur la Micronésie, susceptible de devenir une immense base militaire des USA, dont l'action serait utilement, voire très efficacement, prolongée par la présence, sur les océans concernés, de la VII^e flotte, la première formation navale du monde.

Le tout est de savoir si les Etats-Unis auront la volonté de maintenir un volume total de forces suffisant pour, éventuellement, pouvoir intervenir — en Extrême-Orient ou ailleurs — si les circonstances l'exigeaient. Telle semble bien être la ferme intention du président Nixon qui a parlé de la capacité de mener à tout moment « une guerre et demie », c'est-à-dire une guerre internationale d'envergure et un conflit limité.

Les exigences des chefs militaires vont en ce sens. Ils réclament des forces armées réduites en effectifs, mais extrêmement mobiles, et dotées des moyens — classiques et autres — les plus modernes. Certes, l'Amérique, a déclaré son chef, ne veut plus être le « gendarme du monde ». Mais, en cas de besoin, elle se doit d'être en mesure d'intervenir sur n'importe quel point chaud de tout continent.

Il faut seulement souhaiter que certains sénateurs et autres hommes politiques ne détournent la première nation d'Occident de sa haute

mission vis-à-vis du monde libre et face aux menaces qui pèsent sur ce dernier.

Quant à la Chine rouge, elle a intérêt à un accord avec Washington, en vue du règlement pacifique des questions de son continent. D'abord en raison du défi russe, survivance de l'impérialisme des tsars les plus agressifs vis-à-vis de l'Empire jaune. Mais aussi pour créer dans le monde, comme nous venons de le constater, un courant favorable à ce pays, déjà admis à l'ONU, mais qui voudrait tant se comporter et être accueilli comme potentiel « troisième Grand » dans le grand concert futur des nations de demain.

Et, de toute cette évolution, c'est la grande Amérique qui doit porter, dans un premier temps, l'effort essentiel. En attendant que se manifeste à ses côtés, pour notre bien à tous, une certaine Europe, afin de réaliser dans cet équilibre des Cinq, une entente déterminante pour l'avenir du monde et surtout pour celui de nos traditionnelles valeurs d'Occident.

Au terme de notre étude, nous nous rappellerons l'affirmation du Bouddha: « Il n'existe rien de permanent ici-bas, si ce n'est le changement. » Cette phrase s'applique tout particulièrement à notre époque agitée, transformée au rythme désormais accéléré de l'Histoire.

En effet, il y a peu de temps encore, la situation mondiale était marquée par la dyarchie des deux Grands qui, à travers les relations ami-ennemi que nous venons d'évoquer, étaient devenus — par la force des choses — les maîtres essentiels de notre destin.

Or, cette association — plus empirique qu'institutionnelle d'ailleurs — a longtemps partiellement survécu à deux évolutions très différentes.

Du côté américain, en effet, s'est manifestée peu à peu une générale volonté de dégagement militaire sur tous les continents. Du point de vue géopolitique, un rapprochement avec la Chine a marqué finalement une véritable mutation dans l'action des Etats-Unis, en vue d'un nouvel équilibre à plusieurs. Une « certaine Europe » doit devenir l'un des piliers essentiels du monde multipolaire ainsi créé et bénéficier en outre d'une étroite liaison avec la première puissance d'Occident.

Du côté soviétique est intervenu un crépuscule, une détérioration de l'influence politique et idéologique sur tous les continents. Et pourtant, la Russie rouge a réalisé un surarmement dans pratiquement tous les domaines. Notamment, une générale présence navale, non seulement

dans ces « mers chaudes », objet de la convoitise séculaire des tsars, mais sur tous les océans.

L'évolution vers un monde multipolaire est la résultante logique de cette double évolution, russe et américaine. Et pourtant deux faits récents imprévus — comme nous en réserve parfois l'ironie de l'Histoire — ont failli troubler ce grand devenir, ébauché par la politique du président Nixon.

D'abord, la *crise monétaire d'août 1971*, le « défi américain », dicté par la raison d'Etat des USA et auquel les gouvernements de la Communauté européenne ont répondu, non pas par une attitude commune, mais par leurs égoïsmes nationaux. Ce fut là, de part et d'autre, une attitude archaïque, fort heureusement une simple erreur de parcours sur la voie de l'entente euraméricaine.

Elle a été corrigée, depuis, surtout par les efforts conjugués, aux Açores notamment, des présidents Pompidou et Nixon, suivis par une action désormais commune des Dix.

Ainsi a pu se dessiner cette entente déjà entrevue jadis par le président Kennedy.

L'autre événement qui faillit troubler l'évolution en cours, ce fut le *différend indo-pakistanaïse*. Car la victoire de M^{me} Indira Gandhi a été aussi une victoire soviétique, à la fois sur la Chine et l'Amérique.

Fort heureusement, Leonid Brejnev a eu la sagesse ou tout simplement l'habileté — d'obliger le Pakistan à accepter de bonne heure un cessez-le-feu. Ainsi a été évité de justesse un triomphe indien total, qui eût incontestablement perturbé cet équilibre des forces que le président Nixon s'efforce de maintenir en Asie et dans le monde. De la sorte n'a pas été compromise cette future « Pentarchie » que doit concrétiser l'entrée, dans le nouveau système envisagé, d'une certaine Europe, de la Chine rouge et du Japon.

Mais, dans l'immédiat, une réalité s'impose à nous tous: le centre politique du monde a été transféré en Asie. Alors la question se pose: serons-nous capables, nous autres Etats européens, de faire face à cette nouvelle situation?

Oui, si nous sommes forts et unis. Si nous allons former cette « Confédération » qu'évoquait récemment le président Pompidou et qui, en fait, est plébiscitée quotidiennement, en dehors de tout référendum, par des

millions d'Européens, en avance généralement sur leurs gouvernements dans l'aspiration unitaire de notre continent.

Car il importe que nous apportions à l'Amérique amie l'appoint de force indispensable pour faire contrepoids à d'éventuelles dyarchies centrées sur le continent jaune. En effet, une nouvelle phase de l'histoire d'Occident prend fin avec l'évolution amorcée. L'ère euraméricaine commence pour nous, dans le cadre du nouveau monde multipolaire en gestation.

Sur le plan politique, elle se dessine et se concrétise en quelque sorte dans ce « partnership » que nous offrait déjà le président Kennedy, dans un geste généreux qui honorait la première nation d'Occident.

Son successeur Nixon poursuit ici l'œuvre de son prédécesseur. Dans le système ébauché, notre Europe communautaire pourra enfin accomplir la haute et triple mission qui lui incombe.

Elle sera en mesure, avant tout, de réaliser et d'institutionnaliser en quelque sorte cette immense prise de conscience, cette unité qui n'a plus jamais existé depuis la fameuse bataille de Poitiers. Elle sera ensuite l'associée, le « partner », des Etats-Unis, afin de réaliser ce monde atlantique, dont l'union importe à notre destin.

Enfin, elle assurera la bienfaisante liaison entre la grande Amérique et cette Russie qui, pour n'être pas tout à fait l'Europe, n'est pas davantage l'Asie, mais où les intellectuels, de plus en plus nombreux, partisans d'un communisme « humain » nous tendent, par-delà le rideau de fer, une main fraternelle.

Mais cette haute mission d'équilibre politique ne constitue pas la seule tâche de la future entente euraméricaine. Dans l'immédiat, c'est la défense militaire de notre continent qui est à assurer efficacement.

Certes, le président Nixon a solennellement proclamé la volonté américaine de maintenir en Europe les forces USA stationnées sur le front atlantique. Il prévoit aussi une réforme de ses armées nationales, sous la forme de ces unités mobiles, réduites en effectifs, mais dotées des moyens les plus modernes, servies par des soldats de métier et capables d'intervenir, en cas de crise, sur le théâtre européen.

Mais cet effort ne doit pas rester isolé, estiment les chefs de Washington. Il doit être doublé d'une contribution européenne accrue. Déjà le jeune « Eurogroup » des alliés atlantiques de notre continent a prévu, au sein de l'OTAN, une plus forte participation à l'œuvre commune.

Et peut-être la France se joindra-t-elle à cet engagement. Déjà, elle s'est rapprochée de l'organisation quittée par le général de Gaulle en 1966. Il importe que cet effort général se poursuive et s'intensifie, sur un front de contact passablement dégarni et c'est là que se situe d'abord le devoir des Européens atlantiques. Il serait impensable, en effet, que les pays du Pacte ne prennent pas conscience de leurs obligations sur le plan de la défense commune, alors que l'Amérique lointaine entretient sur notre continent 128 généraux, 300 000 hommes, 7 000 têtes nucléaires et tout l'appareil de la VI^e flotte...

Il est donc temps que l'Europe de l'Alliance — plus tard, l'Europe tout court — devienne elle-même au niveau supérieur, afin de remplir efficacement demain cette mission immense qui lui incombe « de l'Atlantique à l'Oural », en plein accord avant tout avec cette Amérique qui, deux fois au cours d'un demi-siècle, est venue défendre la liberté de ses amis et qui offre maintenant à ses associés une main amicale pour la construction d'un monde meilleur.

Et pourtant une grande vigilance s'impose aux responsables européens de l'Alliance. Car, dans la poursuite des grands objectifs géopolitiques, il y a parfois... loin de la coupe aux lèvres. Et il faudra toute la sollicitude, toute la ferme amitié des partenaires de la première puissance mondiale, pour maintenir celle-ci dans cette voie du salut, dans laquelle s'est engagé si résolument le président Nixon.

Car l'histoire nous enseigne que le chemin de l'enfer — tout comme celui de Pékin — est pavé de bonnes intentions. Et il importe donc que la « leçon de Yalta » ne soit pas irrémédiablement perdue.

Colonel Fernand-Thiébaud SCHNEIDER